

Zeitschrift: Bildungsforschung und Bildungspraxis : schweizerische Zeitschrift für Erziehungswissenschaft = Éducation et recherche : revue suisse des sciences de l'éducation = Educazione e ricerca : rivista svizzera di scienze dell'educazione

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Bildungsforschung

Band: 17 (1995)

Heft: [1]: Acquis et perspectives de l'économie de l'éducation = Beiträge und Perspektiven der Bildungsökonomie

Artikel: Priorités pour la recherche suisse en économie de l'éducation

Autor: Hanhart, Siegfried

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-786115>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Priorités pour la recherche suisse en économie de l'éducation

Siegfried Hanhart

Ce bref article, initialement rédigé à titre d'introduction à une table ronde, justifie la nécessité de développer la recherche en économie de l'éducation et mentionne les orientations de la recherche à favoriser à court terme, dans le but de contribuer à la politique de l'éducation en Suisse. Cette introduction établit un bilan des ressources actuellement disponibles et suggère une stratégie de développement de la recherche en économie de l'éducation.

Dans cette brève introduction à la table ronde, nous allons aborder en référence au contexte suisse quatre questions:

- pourquoi faut-il développer la recherche en économie de l'éducation?
- quelles recherches faut-il privilégier aujourd'hui?
- de quelles ressources disposons-nous actuellement pour la recherche en économie de l'éducation?
- quelle stratégie faut-il préconiser pour le développement de la recherche en économie de l'éducation?

1. Pourquoi faut-il développer la recherche en économie de l'éducation en Suisse?

En comparaison de la recherche menée dans les pays anglo-saxons, nous serions tenté d'affirmer que la recherche en économie de l'éducation en Suisse est presque inexistante. Un récent rapport du Conseil Suisse de la Science (POGLIA & alii, 1993: 29) relève que «... la recherche en éducation suisse ne néglige fondamentalement aucun des «aspects des processus éducatifs» qui

sont pris en considération normalement au niveau international. Ceci à une exception près: les études sur l'influence des contextes économiques, sociaux, politiques, etc. de l'éducation sont rares...». Toutefois «comparaison n'est pas raison» et il convient de trouver d'autres arguments pour justifier le développement de la recherche en économie de l'éducation en Suisse.

En d'autres termes, quelle est l'utilité de la recherche en économie de l'éducation? De notre point de vue, une telle recherche devrait fournir une contribution majeure à la politique de l'éducation par l'analyse:

- des déterminants des demandes en éducation
- des modalités de financement de l'éducation et de leurs effets redistributifs
- du fonctionnement interne des systèmes de formation
- de la rentabilité privée et sociale de l'éducation
- de l'adéquation des formations dispensées avec les besoins des entreprises

Reprenons brièvement les thèmes susmentionnés.

L'expansion ou le redimensionnement d'un système de formation implique une analyse préalable des *demandes*. Cependant cette première étude doit être suivie de choix qui relèvent de décisions politiques; une estimation et une analyse des demandes qui ne déboucheraient pas sur des décisions politiques s'apparenteraient à un simple exercice de prévisions d'effectifs. A titre d'exemples, citons une étude de l'Office fédéral de la statistique (OFS) sur les prévisions des effectifs d'étudiants d'ici l'an 2000 (OFS, 1993a). Semblable étude devrait susciter des approfondissements sur les déterminants des demandes dans les différents cycles de l'enseignement universitaire et contribuer à la définition d'une nouvelle politique de l'enseignement supérieur dans notre pays.

Dans une récente publication (HANHART, 1993: 48), nous écrivions que «selon toute vraisemblance, les budgets publics d'enseignement et de formation seront stabilisés ces prochaines années; en revanche les effectifs d'élèves et d'étudiants augmenteront dans le même temps. Comment concilier la stabilisation des budgets publics et l'accroissement prévisible des demandes d'enseignement et de formation professionnelle?». Nous abordons ici la problématique du *financement* de l'éducation. Cette question ne saurait être traitée sous un angle exclusivement technique; il convient aussi de considérer les conséquences d'éventuels changements dans le mode de financement sur les effets redistributifs des investissements en éducation.

Les restrictions budgétaires des collectivités publiques ont ravivé l'intérêt pour l'*analyse du fonctionnement interne des systèmes de formation* (cf. par exemple en Suisse HUTMACHER & alii, 1993: 5-12). Ce genre d'études constitue un préalable indispensable à toute tentative d'améliorer l'efficacité des systèmes de formation.

La détermination de la *rentabilité privée et sociale des investissements en éducation* s'avère d'un grand intérêt tant dans l'optique d'un accroissement du financement privé de l'éducation qu'en regard des choix d'allocation des ressources publiques à l'éducation (notamment dans la sélection des niveaux ou types d'enseignement à développer).

L'accélération des mutations technologiques et la nécessité pour les entreprises de s'y adapter dans des délais de plus en plus courts a rendu encore plus évidentes les *interactions entre systèmes de formation et marché du travail*. Il convient de s'interroger sur l'efficacité économique des systèmes de formation en analysant les modalités d'adaptation des savoirs dispensés par rapport aux besoins des entreprises, ainsi que la capacité desdits systèmes à recycler les travailleurs à la recherche d'un nouvel emploi.

Nous venons de présenter plusieurs arguments qui plaident en faveur d'un développement de la recherche en économie de l'éducation en Suisse. Mais il serait irréaliste d'imaginer un essor de la recherche susceptible de couvrir à brève échéance tous les domaines susmentionnés. Nous allons donc examiner les champs d'investigation à privilégier à court terme.

2. Quelles recherches faut-il privilégier aujourd'hui en Suisse?

Nous avons initialement défini l'utilité de la recherche en éducation par sa contribution à la politique de l'éducation. De la sorte, nous tendons à privilégier une recherche appliquée par contraste à une recherche dite théorique. L'orientation que nous préconisons est fondée sur deux observations:

- D'une part il existe un intérêt certain, voire une demande, des milieux politiques et des responsables de la gestion des systèmes scolaires et de formation professionnelle pour une meilleure connaissance du fonctionnement des systèmes précités, incluant les aspects économiques et financiers. Nous en voulons pour preuve l'impact rencontré en Suisse par une publication de l'OFS sur les indicateurs de l'enseignement (OFS, 1993b). Par ailleurs des signes avant-coureurs semblent indiquer que notre pays n'échappera pas au débat sur l'efficacité de ses systèmes de formation (cf. entre autres le lancement d'un programme national de recherche sur ce thème!).
- D'autre part la croissance fort modeste des budgets des hautes écoles ces dernières années et la portion congrue des ressources allouées à la recherche en sciences sociales sur l'ensemble des fonds publics affectés à la recherche, donnent à penser qu'il serait très difficile de développer ces prochaines années des recherches de haut niveau théorique en économie de l'éducation.

A court terme, il sied d'opérer des choix et de dégager les axes prioritaires de la recherche en économie de l'éducation en Suisse. Dans l'optique d'une contribution à la politique de l'éducation en Suisse, il nous semble particulièrement indiqué:

- d'amorcer des recherches sur l'efficacité des institutions éducatives et de différentes activités éducatives;
- de développer des recherches sur les modalités existantes et sur de nouvelles formes de financement des activités éducatives, en tenant compte des effets redistributifs;

- de poursuivre et de développer des recherches sur le fonctionnement interne des systèmes de formation (étude des dépenses, contrôle des coûts, analyse coût-efficacité, ...).

3. Ressources disponibles et stratégie de développement de la recherche en économie de l'éducation en Suisse

Actuellement très peu de ressources sont engagées de manière durable dans la recherche en économie de l'éducation. Le constat vaut tant pour la recherche en milieu universitaire que pour celle qui est menée dans les centres de recherche au sein des départements cantonaux de l'instruction publique. Sporadiquement des chercheurs isolés mènent des travaux de recherche. Cet état de fait résulte à notre avis du peu d'importance accordé par les responsables de la recherche en sciences de l'éducation dans notre pays à l'analyse de la dimension économique des activités éducatives et du contexte économique des systèmes de formation.

Pour assurer un développement durable de la recherche en économie de l'éducation il conviendrait en premier lieu de favoriser l'émergence en Suisse d'un véritable pôle de recherche en milieu universitaire. Ce pôle de recherche devrait disposer de moyens suffisants pour mener des recherches de qualité. En outre, ce «centre d'excellence» devrait s'atteler à:

- a) constituer un réseau de chercheurs permanents et temporaires en économie de l'éducation, tant dans les milieux universitaires que dans les services de recherche rattachés à des administrations publiques,
- b) développer des contacts et des recherches avec les économistes travaillant dans des départements universitaires d'économie politique (économie politique, économie du travail, etc.),
- c) créer des contacts et à faciliter des recherches interdisciplinaires avec les autres spécialistes des sciences de l'éducation (didacticiens, sociologues et anthropologues de l'éducation, psychologues, ...),
- d) établir des contacts et à développer des échanges scientifiques avec des économistes de l'éducation à l'étranger.

La stratégie décrite ci-dessus présente l'avantage de promouvoir un véritable développement de la recherche en économie de l'éducation, grâce à un investissement initial minimal et à un effet de synergie. Elle nous semble particulièrement adaptée à la conjoncture actuelle!

Références bibliographiques

- Hanhart S. (1993), «Moins d'Etat et plus d'éducation?» in Gonon Ph. & ali, *Die Zukunft der öffentlichen Bildung – L'avenir de l'éducation publique*, Berne, Peter Lang.
- Hutmacher W. & alii (1993), *Evolution des dépenses publiques d'enseignement à Genève*, Genève, Service de la recherche sociologique (Ronéo).
- OFS (1993a), *Combien d'étudiants dans les hautes écoles suisses? Prévisions de 1993 à l'an 2000*, Berne, Série 15 Education et science.
- OFS (1993b), *Les indicateurs de l'enseignement en Suisse*, Berne, Série statistique de la Suisse n° 15.
- Poglia & alii (1993), *Sciences de l'éducation – Pédagogie: formation et recherche – Erziehungswissenschaften – Paedagogik: Ausbildung und Forschung*, Berne, Conseil Suisse de la Science, Formation et recherche, FU 10/1993.

Prioritäten für die schweizerische Forschung in der Bildungsökonomie

Zusammenfassung

Dieser kurze Text, der als Einführung zu einer Podiumsdiskussion diene, begründet die Notwendigkeit einer Entwicklung der Forschung im Bereich der Bildungsökonomie in der Schweiz. Sie erwähnt auch kurzfristige Forschungsrichtungen als Beiträge zur Schweizer Bildungspolitik. Nach dem Stand der heutigen verfügbaren Mittel empfiehlt sich eine Entwicklungsstrategie im Forschungsbereich der Bildungsökonomie.

Priorities for Swiss Research in the Economics of Education

Summary

This short paper was initially prepared as an introduction to a panel discussion. It states the case for a development of research activities in the economics of education, and points out research priorities for the short term. These should offer a contribution to educational planning in Switzerland. The paper reviews the currently available human and financial resources and puts forward a development strategy for research in the economics of education.